A TRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, a plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. Ewell

COMMISSAIRES.

Grand Tirage à Numéro Simple,

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 7 FEVRIER 1888.

GROS LOT: $150,000

PETITES ANNONCES.

COUVERTURES nettoyées par le procédé du soufre—Larrieu Mandès—Etablissement de dégraissage à vapeur de Rentempe 184 1/2 rue Poydras et 64 Royale. 30 janv—1f

A. E. Philips, notaire, 5 Coml. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $60.000. 30 déc—30e

DEMANDES D'EMPLOI.

UN Professeur nouvellement arrivé et n'ayant pas d'occupation, offre ses services en cette ville, ou à une institution, ou ville ou à la campagne. Il enseigne le français, l'anglais, l'espagnol, etc. Il donne de bon goût toute réunissant que le logement et la table. S'adresser par lettres aux initiales G. O., bureau de l'ABEILLE. 30 déc—

DEMANDES.

ON demande—Une servante qui désire travailler. S'adresser 210 Dorgenois, près Esplanade. 29 jan

ON demande un vigneron pour aller à la campagne. S'adresser de 7 à 8 heures, rue Ursulines No. 302. 28 jan—4f

A VENDRE.

A VENDRE pour cause de mauvaise santé une pension et cuisine ingrave avec bonne clientèle. S'adresser No 161 rue Decatur. 29 jan—7f

A VENDRE—Beaux terrains pour bâtir, 60 sur 120 pieds, dans la ville d'Abits Springs, 2 1/2 heures de la Nouvelle-Orléans par chemin de fer. Bureau 122 rue Commune. 1er déc—

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVILE District pour la Paroisse d'Orléans. —Samuel Cragin vs. ses créanciers—No 23.096 Division E—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Samuel Cragin soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant R. C. Stockton, notaire, à son bureau No. 6 rue Carondelet en cette ville, le SAMEDI, 11 février 1888, à 11 h. A. M., dans le but de délibérer sur l'affaire du dit pétitionnaire, d'offrir un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que W. C. Gordan, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1888.

Signé: S. R. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

27 jan—3f au 19 fév

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVILE District pour la Paroisse d'Orléans. —No 22.991—Division E—J. J. West's Son & Co. et al. vs. J. Y. West et William Y. West, individuellement et comme membres de la dite raison sociale; vs leurs créanciers—Ordre de Cour. Sur la requête de plusieurs des pétitionnaires B. J. West's Son & Co. et William Y. West et Mme Anna Y. West individuellement, soit et est la présente accordé par la cour pour le bénéfice de leurs créanciers; et il est ordonné qu'une assemblée de leurs créanciers qui devront être convoqués par M. Lucien Gaudy, Esq., notaire en cette paroisse, le mercredi, 15 février 1888, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires des pétitionnaires, de nommer un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient être portées devant eux, et que, dans l'intervalle toutes procédures contre les personnes et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues; et que Martin Gordon, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 9 janvier 1888.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme:

W. J. McDONNELL, Député Greffier.

11 jan—3f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. Je certifie par ceci que le 29me jour de novembre 1887 un jugement a été rendu par cette cour dans l'affaire suivante, savoir: Emma Friedlander vs Ferdinand Beer, son mari. No 22,101—Division C.

Sur motion de W. O. Hart, Esq. avocat de la plaignante, et par production à la Cour des preuves à l'appui de la demande de la plaignante, le tout étant satisfaisant en faveur de la plaignante—

Il est ordonné, adjugé et décrété que le juge soit et est déclaré dans cette affaire le 29 novembre 1887, sont confirmés et, conséquemment il qu'il y ait jugement en faveur de la dite Emma Friedlander et contre le défendeur Ferdinand Beer, son mari, décrétant la séparation de propriétés existant entre eux et ordonnant la liquidation de la communauté et l'administration de sa propriété paraphernale et d'engager des affaires pour son profit, et ordonnant que les frais soient à être payés par le défendeur.

Jugement rendu le 29 novembre 1887.

Jugement signé le 2 décembre 1887.

(Signé) F. E. MONROE, Juge.

Pour copie conforme: Je certifie que ceci est une copie exacte et vraie de la minute de cette Cour en la dite affaire.

Nouvelle-Orléans, 2 décembre 1887.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, remplissant la place de l'Hon. W. T. Houstoun, juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

Succession de Jules Victor.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21.134—Division D. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou qu'elle le compte ci-après présenté par Gabriel Villeré, administrateur public et administrateur de cette succession, ne seront pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

20jan—20, 25, 29.

Bureaux des percepteurs de taxes d'Etat, paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 18 octobre 1887.

Avis aux acheteurs de propriété sous l'acte No 82 de 1884 et aux personnes dont les propriétés ont été vendues à l'Etat pour taxes non payées de 1880 et les années subséquentes:

Attendu qu'un grand nombre de personnes qui ont acquis des propriétés sous l'Acte No 82 de 1884, ayant assumé et promis de payer les taxes, frais, etc., sur les dites propriétés pour 1880 et les années subséquentes, et ne s'étant pas conformés aux conditions de la vente et la même propriété ayant été vendue à l'Etat pour les taxes non payées de 1880 et les années subséquentes, et comme le délai dans lequel les dits contrats peuvent être faits et la propriété rachetée expirera bientôt, avis est par le présent donné aux acquéreurs sous le dit acte et à toutes les autres personnes dont la propriété a été vendue à l'Etat pour les taxes de 1880 et les années subséquentes qu'à moins que la dite propriété ne soit rachetée dans les trente jours qui suivront cette date, le droit de payer les dites taxes, etc., et de racheter la propriété expirera et conformément aux instructions reçues de l'Auditeur des Comptes Public, possession sera prise de toutes les dites propriétés et les loyers et les revenus seront collectés et versés dans la Trésorerie de l'Etat.

JAS. D. HODGSON,

Percepteur de taxes d'Etat, District

supérieur No 77 rue Carondelet.

CHAS. GAYARRE,

Percepteur de taxes d'Etat, District

Inférieur No 903 rue Canal.

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVILE District pour la Paroisse d'Orléans. —No 22.991—Division E—J. J. West's Son & Co. et al. vs. J. Y. West et William Y. West, individuellement et comme membres de la dite raison sociale; vs leurs créanciers—Ordre de Cour. Sur la requête de plusieurs des pétitionnaires B. J. West's Son & Co. et William Y. West et Mme Anna Y. West individuellement, soit et est la présente accordé par la cour pour le bénéfice de leurs créanciers; et il est ordonné qu'une assemblée de leurs créanciers qui devront être convoqués par M. Lucien Gaudy, Esq., notaire en cette paroisse, le mercredi, 15 février 1888, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires des pétitionnaires, de nommer un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient être portées devant eux, et que, dans l'intervalle toutes procédures contre les personnes et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues; et que Martin Gordon, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 9 janvier 1888.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme:

W. J. McDONNELL, Député Greffier.

11 jan—3f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. —E. B. Jumpes vs. ses créanciers—No 20.554 Division B—Ordre de Cour—Que la petition appropriée soit enregistrée avec les tableaux annexés, qu'une session des biens de pétitionnaire John B. Jumpes soit acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant E. A. Peyroux, notaire en cette ville, le MERCREDI, 1er jour de février 1888, à 11 heures A. M., afin de délibérer sur les affaires du pétitionnaire, et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et la propriété du dit pétitionnaire soient suspendues, et que Joseph Lombard, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1887.

(Signé) A. L. TISSOT,

Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, remplissant la place de l'Hon. W. T. Houstoun, juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

Succession de Jules Victor.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21.134—Division D. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou qu'elle le compte ci-après présenté par Gabriel Villeré, administrateur public et administrateur de cette succession, ne seront pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

20jan—20, 25, 29.

Bureaux des percepteurs de taxes d'Etat, paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 18 octobre 1887.

Avis aux acheteurs de propriété sous l'acte No 82 de 1884 et aux personnes dont les propriétés ont été vendues à l'Etat pour taxes non payées de 1880 et les années subséquentes:

Attendu qu'un grand nombre de personnes qui ont acquis des propriétés sous l'Acte No 82 de 1884, ayant assumé et promis de payer les taxes, frais, etc., sur les dites propriétés pour 1880 et les années subséquentes, et ne s'étant pas conformés aux conditions de la vente et la même propriété ayant été vendue à l'Etat pour les taxes non payées de 1880 et les années subséquentes, et comme le délai dans lequel les dits contrats peuvent être faits et la propriété rachetée expirera bientôt, avis est par le présent donné aux acquéreurs sous le dit acte et à toutes les autres personnes dont la propriété a été vendue à l'Etat pour les taxes de 1880 et les années subséquentes qu'à moins que la dite propriété ne soit rachetée dans les trente jours qui suivront cette date, le droit de payer les dites taxes, etc., et de racheter la propriété expirera et conformément aux instructions reçues de l'Auditeur des Comptes Publics, possession sera prise de toutes les dites propriétés et les loyers et les revenus seront collectés et versés dans la Trésorerie de l'Etat.

JAS. D. HODGSON,

Percepteur de taxes d'Etat, District

supérieur No 77 rue Carondelet.

CHAS. GAYARRE,

Percepteur de taxes d'Etat, District

Inférieur No 903 rue Canal.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. —No 22,101—Division C.

Sur motion de W. O. Hart, Esq. avocat de la plaignante, et par production à la Cour des preuves à l'appui de la demande de la plaignante, le tout étant satisfaisant en faveur de la plaignante—

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugé soit et est déclaré dans cette affaire le 29 novembre 1887, sont confirmés et, conséquemment il qu'il y ait jugement en faveur de la dite Emma Friedlander et contre le défendeur Ferdinand Beer, son mari, décrétant la séparation de propriétés existant entre eux et ordonnant la liquidation de la communauté et l'administration de sa propriété paraphernale et d'engager des affaires pour son profit, et ordonnant que les frais soient à être payés par le défendeur.

Jugement rendu le 29 novembre 1887.

Jugement signé le 2 décembre 1887.

(Signé) F. E. MONROE, Juge.

Pour copie conforme: Je certifie que ceci est une copie exacte et vraie de la minute de cette Cour en la dite affaire.

Nouvelle-Orléans, 2 décembre 1887.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, remplissant la place de l'Hon. W. T. Houstoun, juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

9 déc—

Succession de Mme Catherine Kuhlmann.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21.135—Division D. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou qu'elle le compte ci-après présenté par Gabriel Villeré, administrateur public et administrateur de cette succession, ne seront pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

20jan—20, 25, 29.

Bureaux des percepteurs de taxes d'Etat, paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 18 octobre 1887.

Avis aux acheteurs de propriété sous l'acte No 82 de 1884 et aux personnes dont les propriétés ont été vendues à l'Etat pour taxes non payées de 1880 et les années subséquentes:

Attendu qu'un grand nombre de personnes qui ont acquis des propriétés sous l'Acte No 82 de 1884, ayant assumé et promis de payer les taxes, frais, etc., sur les dites propriétés pour 1880 et les années subséquentes, et ne s'étant pas conformés aux conditions de la vente et la même propriété ayant été vendue à l'Etat pour les taxes non payées de 1880 et les années subséquentes, et comme le délai dans lequel les dits contrats peuvent être faits et la propriété rachetée expirera bientôt, avis est par le présent donné aux acquéreurs sous le dit acte et à toutes les autres personnes dont la propriété a été vendue à l'Etat pour les taxes de 1880 et les années subséquentes qu'à moins que la dite propriété ne soit rachetée dans les trente jours qui suivront cette date, le droit de payer les dites taxes, etc., et de racheter la propriété expirera et conformément aux instructions reçues de l'Auditeur des Comptes Publics, possession sera prise de toutes les dites propriétés et les loyers et les revenus seront collectés et versés dans la Trésorerie de l'Etat.

JAS. D. HODGSON,

Percepteur de taxes d'Etat, District

supérieur No 77 rue Carondelet.

CHAS. GAYARRE,

Percepteur de taxes d'Etat, District

Inférieur No 903 rue Canal.

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresse les lettres enregistrées

La New Orleans National Bank,

Nov 6-1e—n, La.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir la manière qui tire un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les droits, discrits dans la charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Donc vous êtes des encaissements et des plus sûrs.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Abraham Kory vs Mme Catherine ou Katerina Kuhlmann.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 23,035—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 29 février 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et les droits, voies, privilèges, servitudes, avantages et dépendances qui y appartiennent, situé dans le quatrième district de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Bienville, Marais, Dounze et Tremé, désigné par le numéro dix de l'Ilet vingt six et mesurant au pied antérieur, trente-un pieds onze pouces et cinq lignes de face à la rue Bienville sur une profondeur de cent dix-neuf pieds, entre lignes parallèles.

Acquis par la défenderesse de Louis Daholt, conformément à un acte passé pardevant Robert J. Kerr, notaire, le 8 avril 1875, enregistré au bureau de transfert livre 103 folio 742.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

28jan—28—fév 4,11,18,25,29

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'un privilège de vendeur d'un "Coffee Stand" dans le Marché Poydras, et le contenu, etc., du dit "stand."

C. Doyle & Cie., vs. D. C. Murphy.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 22,982.—En vertu d'un ordre de vente daté le 27 janvier, 1888, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le MERCREDI, 1er février 1888, à 10 heures a. m., de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Dans le Marché Poydras, du côté aud, entre Baronne et Dryades—

1° Tous les droits, titres, et intérêts du défendeur dans un certain stand, installations, etc., dans le Marché Poydras, en usage pour la vente du café, etc., et dans les affaires de restaurant, le dit stand porte les Nos—

2° Le contenu du dit stand consistant d'articles en usage dans un restaurant tels que installations, cafetières, couteaux, fourchettes, cuillères, plats, assiettes, etc., conformément à un inventaire déposé dans l'étude.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.

28 jan—28,29,30,31—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme E. Baud vs. Mme Christian Kuhlmann.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 22,778.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse des Encanteurs, No 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et l'allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 25 février 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

La moitié indivise d'intérêt et tous les droits, titres et intérêts de la défenderesse Mme Christina Kuhlmann, de la propriété ci-après décrite à savoir:

Un certain lot de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations, etc., qui s'y trouvent, situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Magazine, Constance, Harmony et Pleasants, désigné par le No 17 du dit Ilet, mesurant au pied antérieur, cent vingt pieds trois pouces six lignes de face à la rue Magazine sur une profondeur de quatre-vingt dix huit pieds entre lignes parallèles et inégales, et borné par Pleasants, acheté par feu John Kuhlmann de la succession de Prosper A. Prasel, notaire, en date du vingt janvier mil huit cent quatre-vingt.

3° Un certain lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Quatrième Division de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Magazine, Columbus, Constance et Harmony, mesurant vingt-deux pieds de face à la rue Pleasants sur une profondeur de cent vingt-six pieds, entre lignes parallèles; étant la subdivision du fond du lot désigné par le No 17, sur un plan lithographié annexé à un acte de vente passé pardevant T. O. Stark, notaire en cette ville, le 7 juillet 1852, acheté par le feu John Kuhlmann de la succession de Jacques; W. Shannon, notaire, février — 1860.

4° Un morceau ou portion de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le quatrième district de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Magazine, Constance, Harmony et Pleasants, mesurant vingt pieds 1 1/2 pouces de face à la rue Magazine, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles et formant partie du lot No 15, sur le plan dressé par Volquin déposé comme numéro vingt-cinq dans le livre des plans numéro deux, à l'étude de Joseph Lemle, notaire, étant la même propriété que le défendeur a acquis de Albert Bell, conformément à un acte passé pardevant Henry E. Kerr, notaire, en date du 10 mars 1886.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

17jan—17, 24, 31—fév 7, 14, 18.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Robert S. Eddy vs E. C. Adams.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans, No 22,944—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la Bourse des Encanteurs, 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 25 février 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain morceau ou portion de terre, ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, servitudes, avantages qui y appartiennent, situé dans le Sixième District de cette ville, actuellement paroisse Jefferson, en face de la Louisiane, mesurant trente-cinq pieds de profondeur, propriété acquise par feu John Kuhlmann, de la veuve A. Michel, le 25 janvier 1866, Abel Dreyfous, notaire.

7° Deux terrains avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Sixième District de cette ville, carré d'Ilet borné par les rues Dorsey (Annonciation), Toledano, Laurel et la ligne de la Louisiane, numéros par les Nos 5 et 6 sur un plan de A. Hedin, déposé en l'étude de T. O. Stark, ancien notaire, pas portant le No 425. Les dits terrains sont contigus et mesurent chacun trente pieds de façade sur Toledano sur cent soixante de profondeur. Par feu John Kuhlmann de Clotilde Ilsa A. Price (née Michel), notaire, le 27 septembre 1869.

8° Un terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Sixième District de cette ville, carré d'Ilet borné par les rues Laurel, Sixième, Septième et Dorsey, numéro trente-huit par le plan annexé à un acte de vente passé pardevant Joseph Lombard, Esq., notaire, en date du vingt-quatre avril 1869, entre Eugène Rillieux et Mme Christina Kuhlmann, de la propriété ci-après décrite à savoir:

Un certain lot de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations, etc., qui s'y trouvent, situé dans la Quatrième District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Magazine, Constance et Toledano, désignés par les Nos 9 et 10; les dits terrains mesurant chacun trente pieds neuf pouces sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, acquis par feu John Kuhlmann, de Mme Marie Louise Bienvenu, veuve et feu Jean Pleasants, suivant acte passé pardevant Edmond Soniat du Fossat, notaire, le 25 juin 1855, enregistré dans le bureau des transferts, livre 89 folio 121.

Il lui droit d'usufruit de la défenderesse, Mme Christine Kuhlmann à la susdite propriété laissée par son époux, dont elle veuve et en communauté et comme légataire sous testament.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

24jan—24 31—fév 1er 7 15 25

ANNONCE JUDICIAIRE.

Guillaume Mother vs Toby Washington

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,527—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 11 février 1888, à midi de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges, servitudes et dépendances qui y appartiennent, situé dans le troisième district de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Magazine, Constance, Harmony et Pleasants, numéro vingt-neuf, borné par les rues Congrès, Roman, Gravier et Urquhart, mesurant trente-trois pieds de face à la rue Congrès sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, entre lignes parallèles, étant la subdivision du fond du lot désigné par le No 17, sur un plan lithographié annexé à un acte de vente passé pardevant T. O. Stark, ancien notaire en cette ville, le 7 juillet 1852, acheté par le feu John Kuhlmann de la succession de Jacques; W. Shannon, notaire, février — 1860.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

15jan—1m

L'annuaire de Sourds.—Cet important ouvrage renfermant toutes les informations qui se peuvent désirer sur la Nouvelle-Orléans ainsi qu'un état industriel, commercial et administratif de celle ci, paraîtra en 1888 comme toutes les années précédentes. M. L. Soudis, qui en est l'éditeur depuis une vingtaine d'années, a déjà mis sous presse son ouvrage.

On ne saurait nier que le produit de la vente d'un livre de ce genre ne couvre jamais les frais auxquelles entraîne sa publication; c'est donc sur le patronage des négociants que compte M. Soudis, non seulement en leur vendant un exemplaire de son annuaire, mais encore en y publiant les annonces de leurs maisons de commerce.

Les étrangers, on le sait, jettent les yeux sur un *Directory* dans le but de se parfaitement renseigner sur la ville qu'ils visitent, pour savoir s'ils y offrent y sont brillantes, si ses habitants ont actifs, entrepreneurs.

Le négociant qui omet de publier une annonce aux cet annuaire méconnaît ses intérêts.

Aucun exemplaire n'en sera vendu hors du bureau de l'éditeur. Ainsi donc, l'homme d'affaire qui n'y souscrit pas s'expose à en être privé. Le livre se vendra $6; et des listes de souscription seront répandues en ville jusqu'au moment de sa publication. S'il arrivait à quelque personne que l'on voulut un exemplaire après la rentrée de ces listes, elle aurait à en faire la demande, par carte postale ou autrement, à l'éditeur, Allée Commerciale, 5.

ARBOREZ VOS DRAPEAUX.

Proclamation de Warwick, Comte Maréchal de l'Empire,

A tous les loyaux sujets de Sa Majesté le Roi du Carnaval, Salut:

Attendu que le Jour de la Fête annuelle de notre Très Gracieux Souverain REX approche, et en l'honneur du grand événement de l'arrivée prochaine de Sa Majesté, tous les sujets sont requis de déployer les étendards royaux à leurs maisons et autres places, à partir du—

LUNDI, 16 JANVIER 1888,

en témoignage de leur joie et de l'heureux retour de Sa Majesté, et qu'ils conservent les drapeaux arborés jusqu'après le Mardi Gras, 14 février 1888.

DIEU SAUVE LE ROI.

WARWICK,

Comte Maréchal de l'Empire.

Officiel—

ESPY, Septième Secrétaire.

Palais du Carnaval, Nouvelle-Orléans, 15 janvier 1888, et 1016ème année du règne de Sa Majesté.

15jan—

ASSURANCES.

COMPAGNIE D'ASSURANCES MECHANICS AND TRADERS

No. 14 rue Carondelet.

Dix-huitième état de situation annuel.

Conformément à l'article 12 de sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires pour l'année se terminant le 31 décembre 1887.

Primes d'incendie...$198,521 36	
Primes de rivières... 23,480 99	
Primes maritimes... 6,880 65	
Primes non acquises, 31 décembre, 1886. 73,616 52	$302,879 52
A déduire—	
Primes non acquises, 31 décembre, 1887.$ 78,737 07	
Primes remboursées. 20,338 28	
Réassurances..... 22,064 48	
Commissions..... 21,870 08	143,011 91
Primes nettes acquises.....	$159,667 61
A ajouter intérêts, profits et pertes.	56,429 48
Total recettes.....	$216,097 09
Moins—	
Pertes d'incendies payées.....	$112,048 65
Pertes de rivières payées.....	9,481 82
Pertes maritimes payées.....	2,345 76
Pertes non ajustées et non échues.....	19,775 11
Dépenses de bureau et d'agences, Board of Underwriters, taxes et licences.....	34,525 54
	178,176 88
Profits nets.....	$ 37,920 21

ACTIF.

Bons de la ville de la Nlle-Orléans	$243,045 00
Consolidés de l'Etat de la Louisiane.....	135,900 00
Actions de banques et autres.....	136,175 00
Billets à ordre.....	20,711 12
Argent comptant.....	7,060 63
Propriétés foncières.....	41,864 51
Primes en voie de collection.....	32,379 26
	$623,680 52

PASSIF.

Capital-actions.....	$375,000 00
Réservé pour primes non acquises.	78,737 07
Réservés pour pertes non payées, 1887.....	19,775 11
Réservé pour pertes non payées des années précédentes.....	2,274 35
Dividendes non payés.....	21,650 00
Surplus.....	125,893 99
	$623,680 52

L'état ci-dessus est une copie exacte et vraie des livres de la Compagnie.

LLOYD R. COLEMAN, Président.

GEO. H. FROST, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans, }

Fait et signé sous serment pardevant moi, notaire, ce 17me jour de janvier 1888.

CHAS. G. ANDRY, Notaire.

Nous, membres du comité de finances de la Compagnie d'Assurances Mechanics and Traders, certifions par les présentes que nous avons examiné l'actif de la dite compagnie et que nous en avons fait l'évaluation, comme ci-dessus, vraie et correcte.

ROBT. MAXWELL, Chairman.

G. W. SENTELL,

P. G. GIBERT,

FRED'K WING.

Le Conseil de Direction, à sa réunion annuelle tenue le 16 du courant, a résolu de payer sur demande (en outre du premier intérêt semestriel déclaré le 1er juillet, 1887) UN POUR CENT, second intérêt semestriel sur le capital de la Compagnie.

DIRECTEURS

J. A. Braselman,	Robt. Maxwell,
J. J. Decker,	Paysance d'Orléans,
H. T. Cottam,	F. J. Gleendahl,
Lloyd R. Coleman,	Wm. A. Phelps,
G. Eiring,	C. W. Mielch,
J. M. Frankenbush,	A. Mollenbrugel,
Walter C. Flower,	W. B. Thompson,
G. Gilbert,	Jos. Hirsch,
Chas. Holloway,	A. Xeques,
C. Hernandez,	J. M. Walsh,
N. Landry,	Wm. S. Wilkinson,
I. L. Lyons,	Frederick Wing,
A. G. Loisdell,	W. T. West,
Colonel T. Mason,	Wm. Vander,
J. C. Wadsworth,	P. Werlein.

20 jan—1m

21me État de Situation Annuel DE LA Compagnie d'Assurances Germanic

De la Nouvelle-Orléans.

CONFORMÉMENT aux exigences de la charte, la compagnie publie l'état suivant de ses affaires à la fermeture de l'année 1887.

Primes sur incendie.....	$183,534 79
Primes sur mers.....	3,229 87
Primes sur rivières.....	1,189 34
Totales primes.....	$187,954 00
A ajouter: Risques non acquises de 1886.....	37,801 16
Total.....	$225,755 16
A ajouter intérêt, profits et primes.....	$39 077 66
Moins appointements et dépenses générales 12,... 12	26,853 54
Fonds de surplus de 1886.....	79,367 02
Total.....	$305,975 72
Pertes payées—	
Sur primes d'incendie $94 47 50	
" mers 5,113 64	
Sur primes de rivières. 1,750 17	
	$89,372 81
Compte de réassurances.....	64,630 77
Primes remboursées et commissions.....	45,885 87
Taxes d'Etat et de ville, Bureau des Underwriters, corps de sauvetage, souscriptions.....	7,923 77
	$176,813 22
Total.....	$89,162 50
Réserve pour—	
Primes non expirées $37,140 53	
Pertes non payées.... 12 648 95	
Dividende 1890 déclaré en juillet 1887	10,000 00
Dividende 5 0/0 déclaré en janvier 1888.....	10,000 00
Fonds de surplus de 1887.....	19,367 02
	$89,162 50—89,162 50

ACTIF.

Billets reçus pour primes.....	61 00
Primes en collection.....	36,150 32
Intérêts sur mutuelles montés.....	9,850 50
Intérêts sur hypothèques.....	5,922 00
Bons des Etats-Unis et d'Etat, bons municipaux, mutuelles de la ville.....	99,815 00
Banques, assurances et autres.....	20,945 00
Bâtisse 51 rue du Camp et autre propriétés foncières.....	69,619 34
Meubles et installation.....	3,367 25
En caisse et en banque.....	32,616 58
	$279,162 50

L'exposé ci-dessus sur une copie correcte et exacte des livres de la compagnie.

(Signé) B. ZURBRIGGEN, Président.

J. HASSINGER, Vice-Président.

EMIL WEBER, Secrétaire.

Fait sous serment pardevant moi, à la Nouvelle Orléans, se 13me jour de janvier 1888.

W. O. HART, Notaire.

A une réunion du Conseil de Direction tenue le 12 courant, il a été résolu de déclarer un second dividende semi-annuel de (5) cinq pour cent, faisant 10 pour cent par an sur le fonds capital payé. Jouissance le 21 décembre 1887, pour être payé sur demande.

DIRECTEURS.

H. ZURBRIGER,	HERM. CORTIUS,
J. J. WECKERLING,	J. J. LANGLES,
J. HASSINGER,	C. F. MEURER,
P. W. DIELMAN,	JOHN TEORN,
J. B. MEYERS,	LOUIS GRUNEWALD
A. G. HUGHES,	A. G. RICKS,
FRANK VATTER,	W. W. HUCK,
	C. B. FISCHER.

21me État de Situation Annuel DE LA Compagnie d'Assurances Germanic

De la Nouvelle-Orléans.

CONFORMÉMENT aux exigences de la charte, la compagnie publie l'état suivant de ses affaires à la fermeture de l'année 1887.

Primes sur incendie